

Direction de l'environnement social au travail

Affaire suivie par : Audrey DEPARCY

Directrice

audrey.deparcy@univ-lille.fr | 03.62.26.95.50

Le Président de l'Université**Direction de la Prévention des risques**

Affaire suivie par : Thomas BEQUEREL

Directeur

thomas.bequerel@univ-lille.fr | 03.62.26.85.05

aux

**Membres du CHSCT de l'Université de
Lille**

Lille, le 19 avril 2021

Objet : Réponse à l'avis du CHSCT du 18 février 2021

Mesdames et Messieurs les membres du CHSCT,

Les membres du CHSCT ont rendu en séance du 18 février 2021, un avis sur le programme de prévention 2020/2021.

Les réponses apportées par l'administration sont les suivantes :

Le déploiement du logiciel de gestion des produits chimiques doit associer la formation des personnels à son utilisation.

- La formation est prévue et déjà réalisée.

La nécessité d'intégrer, dans le cahier des charges des marchés de travaux en milieu amianté, un protocole pour la gestion et le traitement des déchets, un protocole de nettoyage des locaux après achèvement des travaux.

- Dans le cadre de travaux en milieu amianté la réglementation prévoit ces dispositions (plan de retrait) et ces mesures sont d'ores et déjà appliquées par les chargés de travaux de l'Université. Une vigilance particulière sera apportée au protocole de nettoyage.

La nécessité de mettre à disposition du CHSCT, les plans de préventions des entreprises qui interviennent à l'université.

- Depuis juin 2020, un espace « plan de prévention » existe sur le Nextcloud auquel les membres du CHSCT ont tous accès.

Procéder au déploiement de la fonction de référent amiante sur chaque campus afin de coordonner localement les actions, outre l'action centrale du référent amiante de l'université.

.../...

- Cette notion de relais amiante est portée par les responsables technique et logistique de chacun des campus.

Accorder une importance toute particulière au renouvellement des habilitations existantes en plus des appels aux nouvelles candidatures lancés dans le cadre du suivi des formations de sécurité (habilitation électricité, SST, etc.).

- L'établissement est déjà vigilant aux renouvellements des diverses habilitations existantes.

La gestion des risques liés à l'encombrement général exige de mettre à disposition des services et c composantes les lieux de stockage de matériels et mobiliers ainsi que des procédures d'archivage adaptées.

- Cette question des risques liés à l'encombrement va être prise en compte par le recensement des lieux de stockage, l'élimination du passif pour libérer de nouveaux espaces et l'organisation de la mise à disposition des matériels stockés afin d'éviter les achats inutiles dans un souci de développement durable.

La nécessité de rappeler aux directeurs de composantes et de services le caractère obligatoire du document unique d'évaluation des risques Professionnels – DUERP - (page 33) et de la tenue à jour des registres SST.

- Ce rappel sera fait.

L'établissement d'une cartographie des assistants de prévention (AP) permettant de mettre en évidence les services non pourvus et de prévoir en conséquence un plan d'action.

- La cartographie des assistants de prévention est présente dans le bilan SST (annexe 2 liste des unités de travail 2019).

Le CHSCT exige une amélioration notable d'éléments liés à la présence d'amiante dans l'établissement et, tout particulièrement :

– la traçabilité de la prise de connaissance des documents relatifs à l'amiante ainsi que les formations réglementaires sur chaque site par tous les responsables concernés afin de diffuser les informations nécessaires aux agents des services techniques concernés.

–l'établissement d'attestation d'exposition pour toutes les personnes présentes dans les locaux de l'université où de l'amiante a été détectée.

–la réalisation d'assemblées générales (en présentant les mesures validées en CHSCT).

- Ces éléments figurent dans le programme annuel de prévention.

Je vous prie d'agréer, Mesdames et Messieurs les membres du CHSCT, mes salutations distinguées.

Le Président de l'Université

Jean-Christophe CAMART



Avis du CHSCT du 18 février 2021 sur le programme de prévention 2020/2021

Le CHSCT souligne le travail fourni par le service de prévention des risques quant à l'élaboration du programme de prévention 2021. Le CHSCT constate avec satisfaction que ses remarques sur le bilan du rapport Santé Sécurité au Travail présenté le 25 novembre 2020 ont été dûment intégrées.

Le CHSCT émet les propositions d'amélioration suivantes :

- Le déploiement du logiciel de gestion des produits chimiques doit associer la formation des personnels à son utilisation
- La nécessité d'intégrer, dans le cahier des charges des marchés de travaux en milieu amianté, un protocole pour la gestion et le traitement des déchets, un protocole de nettoyage des locaux après achèvement des travaux
- La nécessité de mettre à disposition du CHSCT, les plans de préventions des entreprises qui interviennent à l'université
- Procéder au déploiement de la fonction de référent amiante sur chaque campus afin de coordonner localement les actions, outre l'action centrale du référent amiante de l'université
- Accorder une importance toute particulière au renouvellement des habilitations existantes en plus des appels aux nouvelles candidatures lancés dans le cadre du suivi des formations de sécurité (habilitation électricité, SST, etc.)
- La gestion des risques liés à l'encombrement général exige de mettre à disposition des services et composantes les lieux de stockage de matériels et mobiliers ainsi que des procédures d'archivage adaptées
- La nécessité de rappeler aux directeurs de composantes et de services le caractère obligatoire du document unique d'évaluation des risques Professionnels – DUERP - (page 33) et de la tenue à jour des registres SST
- L'établissement d'une cartographie des assistants de prévention (AP) permettant de mettre en évidence les services non pourvus et de prévoir en conséquence un plan d'action.

Le CHSCT exige une amélioration notable d'éléments liés à la présence d'amiante dans l'établissement et, tout particulièrement :

- la traçabilité de la prise de connaissance des documents relatifs à l'amiante ainsi que les formations réglementaires sur chaque site par tous les responsables concernés afin de diffuser les informations nécessaires aux agents des services techniques concernés.
- l'établissement d'attestation d'exposition pour toutes les personnes présentes dans les locaux de l'université où de l'amiante a été détectée
- la réalisation d'assemblées générales (en présentant les mesures validées en CHSCT)

Le CHSCT rappelle à l'employeur que les avis du CHSCT doivent faire l'objet d'une réponse de l'administration dans les deux mois de leur émission avec publication de celle-ci sur le site de l'université dans la page dédiée au CHSCT.